



Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**MISSION D'ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DE LA
RÉALISATION D'UNE PRESTATION DE RESTAURATION SOUS FORME DE
FRIGOS CONNECTÉS (SANS CUISINE EQUIPEE) POUR L'UIOSS DE LA HAUTE-
GARONNE**

MARCHÉ N°UI2026012

Organisme :

Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne

41, rue de l'étoile

31093 TOULOUSE Cedex 9

N° SIRET : 776 906 711 00036

Marché Public de services

**Marché Public à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, R2123-1 et suivants
du Code de la Commande Publique**

Table des matières

I.	Objet du marché – Dispositions générales.....	3
I.1	Objet.....	3
I.2	Procédure de passation.....	3
I.3	Lieu d'exécution	3
I.4	Allotissement.....	3
I.5	Forme du marché	3
I.6	Tranches fermes et optionnelles.....	3
I.7	Sous-traitance	4
I.8	Cotraitance	4
I.9	Exécution complémentaire	5
I.10	Clause de réexamen.....	5
II.	Parties contractantes	5
III.	Pièces constitutives du marché.....	6
IV.	Durée.....	6
V.	Description technique	7
V.1	Tranche ferme.....	7
V.1.1	Rédaction du Cahier Des Clauses Techniques Particulières (CCTP).....	7
V.1.2	Rédaction du Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO)	7
V.1.3	Rédaction de l'annexe financière valant CDPGF	8
V.1.4	Suivi de la publication et analyse des offres.....	8
V.1.5	Suivi de l'installation des frigos connectés	8
V.2	Tranches optionnelles.....	8
VI.	Modalités d'exécution.....	9
VI.1	Affermissement des tranches optionnelles	9
VI.2	Profil de l'intervenant	9
VII.	Prix.....	9
VIII.	Conditions de règlement.....	9
VIII.1	Modalités de transmission des factures	10
VIII.2	Modalités de règlement.....	11
VIII.3	Avance.....	11
IX.	Responsabilité et assurances	12
IX.1	Responsabilité contractuelle.....	12
IX.2	Assurances	12
X.	Pénalités	12
XI.	Confidentialité	13
XII.	Lutte contre le travail dissimulé.....	15
XIII.	Résiliation	15
XIV.	Règlement des litiges	16
XV.	Dérogations au CCAG PI	16

I. Objet du marché – Dispositions générales

I.1 Objet

Le présent marché porte sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation d'une prestation de restauration sous forme de frigos connectés (sans cuisine équipée) pour l'UIOSS de la Haute-Garonne.

I.2 Procédure de passation

La consultation est passée selon la procédure du marché à procédure adaptée ouvert en application des dispositions notamment des articles L2123-1, R2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique (ci-après « le Code »).

Elle est allotie, mono-attributaire et s'exécute sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire.

I.3 Lieu d'exécution

Le présent marché sera exécuté sur le site suivant :

UIOSS
41, rue de l'étoile
31000 Toulouse

I.4 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

I.5 Forme du marché

Le présent marché est un marché à procédure adaptée comportant un prix global et forfaitaire et s'exécutant sous la forme de tranches ferme et optionnelles.

I.6 Tranches fermes et optionnelles

Le présent marché comporte des tranches au sens de l'article R2113-4 du Code de la Commande Publique :

- Tranche ferme : Rédaction des pièces du marché, analyse des offres et suivi de l'installation du prestataire de restauration jusqu'à l'ouverture de l'espace de restauration
- Tranche optionnelle 1 : Contrôle de la prestation lors de la première année d'exécution du marché de restauration sous forme de frigos connectés
- Tranche optionnelle 2 : Contrôle de la prestation lors de la deuxième année d'exécution du marché de restauration sous forme de frigos connectés

- Tranche optionnelle 3 : Contrôle de la prestation lors de la troisième année d'exécution du marché de restauration sous forme de frigos connectés
- Tranche optionnelle 4 : Contrôle de la prestation lors de la quatrième année d'exécution du marché de restauration sous forme de frigos connectés

1.7 Sous-traitance

Les conditions et modalités applicables à la sous-traitance sont notamment définies à l'article 3.6 du CCAG-Propriété intellectuelle et aux articles L. 2193-1 à L. 2193-3 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations à condition d'avoir obtenu, pour chaque sous-traitant, l'approbation préalable de l'UIOSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande de sous-traitance peut intervenir, soit lors du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution du marché, et ce moyennant remise des documents exigés par les textes réglementaires.

L'entrepreneur principal devra justifier d'une caution personnelle et solidaire pour garantir le paiement des sous-traitants de second rang, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage un accord sur une délégation de paiement.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve de son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans tous les cas de sous-traitance, le Titulaire se porte garant et demeure personnellement responsable du respect par le(s) sous-traitant(s) de toutes les obligations résultant du marché, quelles que soient la nature et l'étendue des prestations sous-traitées. Toute sanction prévue par le marché sera applicable exclusivement au Titulaire, seule entité ayant un lien contractuel avec l'UIOSS de Haute-Garonne.

Si le sous-traitant venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai l'UIOSS pour prendre toutes mesures nécessaires.

Toute sous-traitance occulte dûment constatée donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai qui lui sera imparti. Si cette mise en demeure reste en tout ou partie infructueuse, l'UIOSS pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute, aux frais et risques du Titulaire.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement pour les prestations dont il assure l'exécution, dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC. Il est dit « sous-traitant de premier rang ».

1.8 Cotraitance

En complément de l'article 3.5 du CCAG-Propriété intellectuelle, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint. Dans le cas du groupement conjoint, son mandataire doit être solidaire techniquement et financièrement de chacun des membres pour l'exécution des prestations.

Il est précisé que si un des membres du groupement venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai l'UIOSS pour prendre toutes mesures nécessaires.

1.9 Exécution complémentaire

Les prestations du marché pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui y sont fixées.

1.10 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

- 1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
- 2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
- 3° modifier considérablement l'objet du marché ;
- 4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision de l'UIOSS de la Haute-Garonne adressée par courriel.

II. Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

**L'UNION IMMOBILIÈRE DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE
DE LA HAUTE-GARONNE
41, rue de l'étoile
31000 TOULOUSE**

Ci-après dénommée « **L'ORGANISME** »

Et :

La société, titulaire du marché.

Ci-après dénommée : « **LE TITULAIRE** ».

Dispositions générales

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire, mono-attributaire et non alloti.

Le CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales) propriété intellectuelle du 30 mars 2021 s'applique aux lots détaillés au présent CCAP, en ce qu'il ne vient pas en contradiction avec les éléments énoncés au présent Cahier des Charges.

Tous les documents relatifs au présent marché sont rédigés en langue française et les prix cités en euros.

III. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de propriété intellectuelle, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes, établies par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (établi à partir du formulaire ATTRI1) et ses annexes éventuelles, complété et signé par le titulaire ;
- L'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG - PI) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles) ;
- Le mémoire justificatif de l'offre du Titulaire retenu (CMJO complété) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du Marché.

Le titulaire déclare connaître l'ensemble des pièces précitées, s'y référer et les accepter, étant entendu que certaines d'entre elles n'étaient pas comprises dans le DCE mais sont, par exemple, consultables sur des sites Internet tel que www.legifrance.gouv.fr.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, toute disposition figurant dans des documents envoyés par le Titulaire qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles listées ci-avant, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions générales de vente du titulaire du marché.

IV. Durée

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification et vient à échéance au plus tard à la date d'ouverture de l'espace de restauration (accompagnement du titulaire du présent marché jusqu'à la date d'ouverture).

Les tranches optionnelles sont affermies dans les conditions présentées à l'article VI.1 du présent document.

V. Description technique

V.1 *Tranche ferme*

Le Titulaire devra réaliser la rédaction des pièces technique et financières d'une consultation de marché public ayant pour objet des prestations de restauration sous forme de frigos connectés (l'espace de restauration ne comportera pas de cuisine équipée) pour l'UIOSS de la Haute-Garonne.

Le Titulaire utilise impérativement les modèles de rédaction des pièces concernées, sans modification de leur trame, transmis par la MOA à la suite à la notification du présent marché.

L'ensemble des pièces est soumis à la validation de la MOA avant publication. Le Titulaire transmet impérativement les pièces techniques et financières qu'il a rédigées dans un format de fichier modifiable par la CPAM. Par exemple : traitement de texte, tableurs (et non pas des fichiers dans un format bloqué comme un PDF ou un Excel avec un code), qui se réserve le droit d'apporter toute modification estimée utile aux pièces rédigées par le Titulaire du présent marché. Ces modifications peuvent porter sur toute mention présente dans l'une des pièces transmises par le Titulaire.

La CPAM est propriétaire de toutes les pièces constitutives du marché rédigées par le Titulaire. **Le titulaire du présent marché dispose d'un délai de quatre semaines au maximum à compter de la date de notification du présent marché d'AMO pour produire l'ensemble des pièces nécessaires à la publication de la consultation.** Ces pièces donneront lieu à un échange d'un délai deux semaines au maximum avec l'UIOSS.

V.1.1 *Rédaction du Cahier Des Clauses Techniques Particulières (CCTP)*

Le Titulaire veille dans le cadre de la rédaction du CCTP notamment à une description précise du site, du mode d'occupation de la salle, à la diversité des plats proposés, au grammage, aux tarifs, à l'intégration de produits de qualité (labels bio, de qualité, ...), de saison, ...

V.1.2 *Rédaction du Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO)*

Le Titulaire propose le Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO), document servant à l'analyse des critères techniques et de développement durable du marché de MOE, et ayant caractère contractuel pour le futur titulaire. Le Titulaire propose plusieurs sous-critères de notation technique (au maximum de 3), et un critère de notation relatif à la performance environnementale prenant en compte les enjeux liés au développement durable. Tout critère totalement ou partiellement sans objet avec l'exécution du marché de MOE ne saurait être retenu par la MOA.

Le Titulaire propose également une pondération sur 100 pour chaque critère et sous-critère d'analyse :

- Critère financier ;
- Critère technique et ses sous-critères ;
- Critère performance environnementale.

La pondération finale des critères et sous-critères d'analyse est proposée par le Titulaire et obligatoirement validée par la MOA avant la publication du marché.

V.1.3 Rédaction de l'annexe financière valant CDPGF

Le Titulaire rédige l'annexe financière valant Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) du marché, de façon à faire apparaître de manière détaillée la décomposition forfaitaire de chaque élément du marché.

V.1.4 Suivi de la publication et analyse des offres

Durant le délai de publicité, le titulaire devra répondre aux éventuelles questions des candidats dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de l'envoi de la question par l'UIOSS.

Consécutivement aux date et heure limites de remise des offres, **le titulaire doit procéder à l'analyse des critères pour l'ensemble des offres reçues, ceci dans un délai maximum de deux semaines à compter de la date limite de remise des offres.** Cette première analyse donnera lieu à un échange avec l'UIOSS de la Haute-Garonne.

En cas de demande de précisions ou de négociations, le titulaire doit effectuer une seconde analyse des offres.

Dans le cas où la procédure devait être relancée à l'issue de la première consultation, le titulaire aura les mêmes missions que celle détaillées pour la consultation initiale.

V.1.5 Suivi de l'installation des frigos connectés

Le titulaire doit procéder au suivi de l'installation des frigos connectés une fois le marché notifié. Cette installation doit être effectuée et validée par le titulaire dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du marché de restauration sans cuisine, sous forme de frigos connectés.

V.2 Tranches optionnelles

L'UIOSS de la Haute-Garonne a la possibilité d'affermir chaque tranche optionnelle durant le premier trimestre suivant chaque date anniversaire de notification du marché de restauration sans cuisine, sous forme de frigos connectés.

Chaque tranche optionnelle a une durée d'une année et comporte quatre contrôles trimestriels. Ces contrôles ont pour objectif de vérifier la qualité des prestations et le respect des pièces contractuelles du marché.

Cette vérification trimestrielle comprend notamment :

- Les grammages de chaque plat proposé conformément aux dispositions mentionnées dans le CCTP par l'AMO ;
- La conformité des contrôles bactériologiques ;
- Le respect de l'ensemble de la réglementation.

Par ailleurs, le titulaire doit notamment se laisser la possibilité de mettre en œuvre un contrôle bactériologique sur le site de production du prestataire.

VI. Modalités d'exécution

VI.1 Affermissement des tranches optionnelles

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'UIOSS de la Haute-Garonne pourra procéder à l'affermissement de chacune des tranches optionnelles du marché selon son besoin. L'affermissement de chaque tranche, s'il est souhaité par l'UIOSS, sera mis en œuvre au cours du premier trimestre de chaque date anniversaire de notification du marché.

VI.2 Profil de l'intervenant

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, lorsque l'un des profils proposés par le Titulaire se trouve dans l'incapacité de mettre en œuvre la formation, le remplaçant proposé par le Titulaire n'est considéré comme accepté que sur confirmation expresse de l'UIOSS de la Haute-Garonne.

VII. Prix

Le présent marché à prix global et forfaitaire dont les montants sont détaillés à l'annexe financière.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût du personnel, des déplacements et des repas, de la logistique, des assurances.

L'unité monétaire qui s'applique au Marché est l'Euro.

Les prix du marché sont détaillés à l'annexe financière.

VIII. Conditions de règlement

Conformément à l'article R2191-22 du code de la Commande Publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

VIII.1 Modalités de transmission des factures

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UIOSS informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UIOSS informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'UIOSS en tant que destinataire de la facture : 776 906 711 00036

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne

41 rue de l'Étoile
31093 TOULOUSE Cedex 9

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;

- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

VIII.2 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

L'UIOSS se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de l'UIOSS règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par l'UIOSS des prestations dans les conditions prévues à l'article technique du présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'UIOSS en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

VIII.3 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG PI est retenue pour la mise en œuvre de l'ensemble des lots du présent accord-cadre.

Conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance sera versée au Titulaire, sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché public est supérieur à 50 000 Euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

En application de l'article R. 2191-9, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le Titulaire ne sous-traite pas.

Il est d'ailleurs précisé que, dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, et ce sur le fondement de l'article R. 2193-10 du Code. Les modalités de calcul de l'avance telles que

prévues par l'article R. 2191-3 précité, leur sont applicables, mais par référence au montant des prestations sous-traitées.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du Marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Que ce soit un Titulaire du Marché ou le sous-traitant, le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde.

Ce remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises, du marché. Le remboursement pour le sous-traitant se fait selon les mêmes modalités.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres ou du mandataire.

Dans l'hypothèse où la demande ne serait pas constituée dans les conditions et délais décrites supra, le Titulaire perdrait jusqu'à la fin du Marché la possibilité d'obtenir l'avance.

IX. Responsabilité et assurances

En complément des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du CCAG-PI, est convenu ce qui suit.

IX.1 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'UIOSS dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'UIOSS, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

IX.2 Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-PI. À chaque renouvellement de sa police, le titulaire devra fournir à l'UIOSS la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.

X. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, aucune invitation à présenter des observations écrites ne sera transmise à un Titulaire du présent accord-cadre. Chacun des Titulaires sera redevable des pénalités quel qu'en soit leur montant, sans pouvoir demander à bénéficier de l'exonération évoquée par l'article 14.1.3 du CCAG – propriété intellectuelle ou du montant maximum de 10% du montant total hors taxe du marché indiqué à l'article 14.1.2 de ce même CCAG.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de pénalités.

Les pénalités seront dues, sans préjudice des dommages et intérêts que l'UIOSS pourrait réclamer et de son droit de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités ne seront pas applicables si l'évènement en cause a exclusivement et directement pour origine un cas de force majeure ou une faute imputable à l'UIOSS.

Pénalités pour retard dans l'exécution du marché :

Il est avant tout spécifié que tous les délais d'exécution indiqués dans l'une quelconque des pièces contractuelles du marché sont à considérer comme ayant un caractère impératif. Le non-respect d'un délai pourra donc donner lieu à l'application des pénalités suivantes.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – propriété intellectuelle, en cas d'inexécution ou de retard d'exécution imputable au titulaire (et/ou son sous-traitant) pour l'un des délais qui lui incombent, l'UIOSS se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour de retard.

Cette pénalité s'applique dès le 1^{er} jour de retard constaté.

Par ailleurs, les pénalités suivantes s'appliquent :

- Absence de vérification et de contrôle d'un élément prévu dans les tranches optionnelles : 50€ par jour ouvré de retard pour chaque absence constatée et par élément non contrôlé ou vérifié
- En cas de refus du profil remplaçant par l'UIOSS de la Haute-Garonne, dépassement du délai de trente jours pour la proposition du profil d'un autre remplaçant : 50 € par jour de retard ;

XI. Confidentialité

Le Titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles, toutes les informations, ci-après désignées les « Informations Confidentielles » qui lui seront communiquées par l'UIOSS au titre du présent marché.

Dès lors, toute divulgation de ces informations est susceptible de causer un préjudice à l'UIOSS.

Par conséquent, le Titulaire s'interdit de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

LE TITULAIRE S'ENGAGE NOTAMMENT A :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux Informations Confidentielles,

- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles autrement que dans le cadre du marché,
- Ne pas reproduire les Informations Confidentielles pour elle-même,
- Ne pas divulguer les Informations Confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par le marché,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, de développement ou commercialisation de produits ou services similaires ou concurrentiels à ceux de l'UIOSS,
- Ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant nécessité de les connaître dans le cadre du marché,
- S'assurer et garantir le respect du présent Engagement de Confidentialité par ses préposés, et de manière générale, mettre en œuvre tous les moyens pour faire respecter cette disposition, notamment par les membres de son personnel, ses collaborateurs, filiales, société mère, et sous – traitants éventuels.

LE TITULAIRE EST DELIE DE SON ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE AU CAS OU :

- La divulgation des Informations Confidentielles est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation est nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits dans le cadre du marché,
- Les Informations Confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public par l'UIOSS,
- Les Informations Confidentielles tombent ou sont tombées dans le domaine public sans violation du présent Engagement de Confidentialité,
- Les Informations Confidentielles sont connues de la Société au moment de la première divulgation, sous réserve que la Société en apporte la preuve,
- Les Informations Confidentielles sont déjà connues du public, sont tombées dans le domaine public, sans violation du présent Engagement de Confidentialité,

PROPRIETE DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

La Société reconnaît que les Informations Confidentielles qui lui sont communiquées par l'UIOSS sous forme tangible sont et restent la propriété de l'UIOSS.

La Société s'engage à ce que ces Informations Confidentielles, ainsi que toute copie et reproduction licite de celles-ci soient, dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'UIOSS, restituées à celle-ci sans délai ou détruites, à la discrétion de l'UIOSS.

La Société reconnaît que la communication des Informations Confidentielles ne saurait être interprétée comme lui accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété des Informations Confidentielles ou d'utilisation de celles-ci.

RESPONSABILITE

En cas de divulgation d'Informations Confidentielles par la Société, il lui appartiendra de prouver la conformité de cette divulgation avec les termes du présent Engagement de Confidentialité.

La société reconnaît qu'en cas de divulgation des Informations Confidentielles de son fait, non conforme au présent Engagement de Confidentialité, la réparation de tous les dommages y afférents seront à sa charge.

DUREE

La Société s'engage à respecter le présent Engagement de Confidentialité dès sa signature et pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une période de cinq (5) ans suivant la fin du marché, et ce, pour quelque cause que ce soit.

COMPETENCE - REGLEMENT DES LITIGES

Le présent Engagement de Confidentialité est soumis au droit français.

Tout différend entre la Société et l'UIOSS relatif au présent Engagement de Confidentialité, non résolu à l'amiable, sera porté, par la partie la plus diligente, devant le Tribunal compétent.

XII. Lutte contre le travail dissimulé

Une pénalité peut être infligée au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

XIII. Résiliation

Les dispositions des articles 36 et suivants du CCAG s'appliquent.

Outre les cas de résiliation visés au CCAG – propriété intellectuelle, l'UIOSS pourra résilier le marché :

- si le Titulaire est placé dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus par le Code de la commande publique ;
- en cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents visés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-15 du Code de la commande publique ;
- en cas de force majeure pris dans le sens de l'article 1218 du Code civil, rendant impossible de manière définitive la poursuite des prestations objet du marché, après mise en demeure restée infructueuse ;
- à la suite de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, en cas de non production de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement des sommes dues au sous-traitant de second rang et plus, et ce après mise en demeure restée infructueuse.

Dans tous les cas de résiliation avec mise en demeure : il est spécifié que la résiliation prendra effet après l'envoi au Titulaire défaillant d'une lettre valant mise en demeure par recommandé avec accusé de réception, restée en tout ou partie infructueuse dans le délai imparti ou, à défaut, dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi.

Une résiliation pour faute du Titulaire, quel qu'en soit le motif, n'ouvrira droit à aucune indemnisation à ce titre.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG – Propriété intellectuelle, dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation à laquelle le Titulaire pourra prétendre sera fixée à 4% du montant initial HT du Marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

XIV. Règlement des litiges

En cas de litige lié à l'exécution du présent marché, le Tribunal judiciaire de Toulouse est compétent
(Adresse : 2, Allée Jules Guesde - 31000 TOULOUSE / Tel : 05.61.33.70.70 – Fax : 05.61.33.71.13 / URL : <http://www.justice.gouv.fr/>)

XV. Dérogations au CCAG PI

Article CCAP	Article CCAG-PI
III. Pièces constitutives	Article 4
VI.1 Profil de l'intervenant	Article 3.4.3
IX. Modalités de règlement	Article 11
XII. Pénalités	Article 14
XIV. Résiliation	Articles 36 et suivants